

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 01443

Numéro SIREN : 511 238 396

Nom ou dénomination : SO'REST

Ce dépôt a été enregistré le 24/08/2018 sous le numéro de dépôt B2018/032032

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n°de dépôt : **B2018/032032**
n°de gestion : **2009B01443**
n°SIREN : **511 238 396 RCS Lyon**

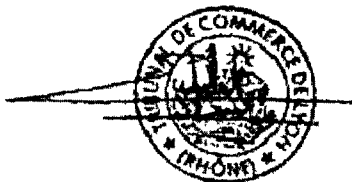
Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 24/08/2018 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

SO'REST - Société par actions simplifiée
6 et 8 rue du 35ème Régiment D'aviation 69500 Bron -FRANCE-

date de clôture : 31/12/2017

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



5109205

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	7 400	7 400		637
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	167 000		167 000	167 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	35 915	28 869	7 045	5 440
Autres immobilisations corporelles	182 653	75 474	107 179	118 907
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 410		16 410	16 410
ACTIF IMMOBILISE	409 378	111 744	297 634	308 394
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	235 253		235 253	214 056
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	175 122		175 122	318 954
Autres créances	309 953		309 953	264 123
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	144 396		144 396	69 041
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	19 660		19 660	9 953
ACTIF CIRCULANT	884 384		884 384	876 127
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 293 762	111 744	1 182 018	1 184 521

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 10 000)	10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 000	1 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	204 215	123 165
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	114 058	81 050
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	329 273	215 215
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	12 000	43 000
Provisions pour charges		
PROVISIONS	12 000	43 000
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	67 307	28 596
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	363 524	315 483
Dettes fiscales et sociales	216 106	276 729
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	193 809	305 499
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	840 745	926 306
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 182 018	1 184 521

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	3 000 659		3 000 659	3 346 728
Production vendue de biens				
Production vendue de services	506 191		506 191	814 817
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 506 850		3 506 850	4 161 545
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			128 292	289 089
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			24 869	29 324
Autres produits			78 245	29 961
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 738 256	4 509 920
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 352 955	1 613 630
Variation de stock (marchandises)			-18 686	47 826
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-15	1 605
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			826 859	1 046 040
Impôts, taxes et versements assimilés			90 871	111 332
Salaires et traitements			867 937	1 045 887
Charges sociales			214 710	271 004
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			18 812	24 789
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			12 000	13 000
Autres charges			256 392	241 140
CHARGES D'EXPLOITATION			3 621 834	4 416 252
RESULTAT D'EXPLOITATION			116 422	93 668
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 363	5 168
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 363	5 168
RESULTAT FINANCIER			-2 363	-5 168
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			114 058	88 500

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 573
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		2 573
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		10 023
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		10 023
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-7 450
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	3 738 256	4 512 493
TOTAL DES CHARGES	3 624 197	4 431 443
BENEFICE OU PERTE	114 058	81 050

Annexes

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 182 018 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 114 058 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont appliqués suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, prix d'achat et frais accessoires, moins frais d'acquisition des immobilisations, ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont appliqués suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat moins frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- Dérogations aux principes généraux

- Changement de méthode de dépréciation

Aucun changement notable de méthode de dépréciation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 400		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	167 000		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	29 662		6 253
Installations générales, agenc., aménag.	171 714		1 799
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 140		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	210 516		8 052
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	16 410		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	16 410		
TOTAL GENERAL	401 326		8 052

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 400	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			167 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			35 915	
Installations générales, agencements divers			173 513	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			9 140	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			218 568	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			16 410	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			16 410	
TOTAL GENERAL			409 378	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	6 763	637		7 400
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 222	4 648		28 869
Installations générales, agenc. et aménag. divers	59 480	11 699		71 179
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 467	1 828		4 295
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	86 169	18 175		104 344
TOTAL GENERAL	92 932	18 812		111 744

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT INC.

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation:	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
 Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	43 000	12 000	43 000	12 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	43 000	12 000	43 000	12 000
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	43 000	12 000	43 000	12 000
Dotations et reprises d'exploitation		12 000	43 000	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	16 410		16 410
Clients douteux ou litigieux	106		106
Autres créances clients	175 016	175 016	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 900	1 900	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 312	1 312	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	254 844	254 844	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	13 059	13 059	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	38 839	38 839	
Charges constatées d'avance	19 660	19 660	
TOTAL GENERAL	521 146	504 630	16 516

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an.-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	67 307	67 307		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	363 524	363 524		
Personnel et comptes rattachés	76 345	76 345		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	76 010	76 010		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	13 527	13 527		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	50 224	50 224		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	123 734	123 734		
Autres dettes	70 074	70 074		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	840 745	840 745		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES A PAYER			
FOURNISS FACT NON PARVENUES	72 867	110 459	-37 592
AVOIR A ETABLIR	8 025	427	7 597
INTERETS COURUS SUR CPTÉ COURANT	2 363	5 168	-2 805
PERSONNEL CAP		48 611	-48 611
DETTE PROVISIO POUR CONGES	54 660	62 731	-8 071
DETTE PROVI PRIME PREC	13 927	5 436	8 491
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	19 321	21 954	-2 633
CHGES SOC SUR PRIMES PRECARITES	4 449	7 557	-3 108
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	2 966	9 357	-6 391
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER	6 627	8 453	-1 826
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	31 747	29 537	2 210
ETAT - CET A PAYER	6 681	9 750	-3 069
ETAT - TAXE ORD MENAGERES A PAYER	1 190	5 627	-4 437
ETAT - C3S A PAYER		2 086	-2 086
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	1 013	1 197	-184
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	3 475	13 788	-10 313
TOTAL CHARGES A PAYER	229 310	342 138	-112 828

Charges et produits constatés
d'avance

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	19 660	9 953	9 707
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	19 660	9 953	9 707

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
FACTURE A ETABLIR	78 602	215 646	-137 044
AVOIR A RECEVOIR	1 386		1 386
ORG SOCIAUX - PRODUITS A RECEVOIR	1 082	1 503	-421
ETATS PRODUITS A RECEVOIR		1 717	-1 717
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	81 069	218 866	-137 797

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	33 565	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	121 371	
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 984	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	47 755	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers		
Charges financières	2 363	

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000			10

Tableau de résultat avant et après impôt

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	114 058		114 058
Résultat exceptionnel à court terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
RESULTAT COMPTABLE	114 058		114 058

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

Montants versés aux commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 5 100 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

Effectif moyen du personnel salarié en 2017

Sur l'année fiscale 2017, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2017	Effectif
Cadres	0
Agents de maîtrise, techniciens et employés	36
Ouvriers	0
TOTAL	36

Engagement retraite et indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés.

Diminution de l'exercice du Droit de Morale au 31 Décembre en Émoult CICE

Le CICE est calculé au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes. Conformément à la note d'information de l'Autorité des Normes Comptables du 28 février 2013, sa comptabilisation a été réalisée par une diminution des charges de personnel au crédit d'un sous compte 64.

Le CICE 2017, d'un montant de 57 904 € a été utilisé pour les actions suivantes :

- Prospection de nouveaux marchés : actions menées via la société mère.
- Formation du personnel sur les actions de ventes et sur les modules HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement).
- Recrutement de personnel lié à la structuration de nos activités.
- Enfin une partie de crédit d'impôt a permis à notre société de consolider ses fonds propres lui permettant de sécuriser davantage ses clients.

SO'REST
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 000 €uros
Siège social : 6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'Aviation
69500 BRON
511 238 396 RCS LYON

**AFFECTATION DU RESULTAT ADOPTÉE PAR L'ASSOCIÉE UNIQUE
EN DATE DU 8 JUIN 2018**

Exercice clos le 31.12.2017

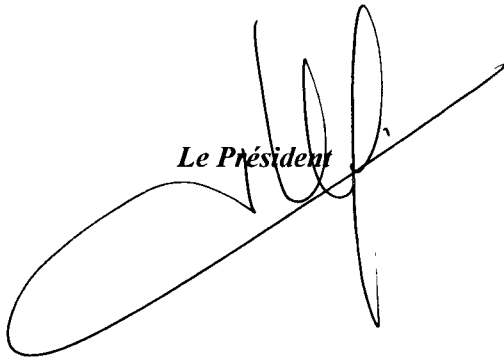
RESOLUTION SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS

TROISIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 81.050,11 euros en totalité au poste *autres réserves*.

En application de l'article 243 Bis du CGI, l'associée unique rappelle qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

Le Président



EXEMPLAIRE GREFFE

SO'REST

Société par actions simplifiée

Siège social

6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69 500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2017

SO'REST
Société par actions simplifiée
Siège social
6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69 500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Associé unique,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SO'REST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'ai estimé que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui m'est applicable, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Associé unique

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 24 Mai 2018

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'T. Chalvin', followed by a period.

Thibault CHALVIN
Commissaire aux Comptes